

Par Jean-Jacques Kourliandsky

LE BRÉSIL DE LULA

Dix mois de réformisme radical

FONDATION JEAN-JAURÈS

novembre 2003



Jean-Jacques Kourliandsky est délégué national chargé de l'Amérique du Sud au Parti socialiste.



Par Jean-Jacques
Kourliandsky

LE BRÉSIL DE LULA

Dix mois de réformisme radical

Il y a un an, l'artisan incontournable des luttes sociales et démocratiques brésiliennes, Luis Inacio Lula da Silva, gagnait à son quatrième essai les élections présidentielles. Cette victoire a coïncidé avec la publication d'un ouvrage de référence sur l'une des périodes les plus controversées du Brésil moderne, celle de la dictature militaire. Elio Gaspari, son auteur, a intitulé la somme publiée en novembre 2002, *Les illusions armées*. Le 1^{er} janvier 2003 Lula prenait officiellement possession du palais de Planalto, l'Élysée brésilien. Beaucoup, dix mois plus tard, en cette fin d'octobre 2003, regardent avec la certitude aveugle des croyants ou celle d'opposants purs et durs, Lula, comme le président « des illusions désarmées ».

Le qualificatif colle bien au personnage et à la situation. Lula a rappelé au cours d'un voyage en Europe qu'il admirait Gandhi, et se définissait comme un démocrate, armé de ses seules convictions. Et l'illusion de changer la vie des plus pauvres est effectivement la sienne. « Je sais très bien » a-t-il déclaré à des journalistes en mai dernier « que si mon projet échoue, ce n'est pas moi qui aurait échoué, mais toute la gauche ».

La peur de prendre le mauvais chemin, le souvenir d'expériences faillies, au Brésil comme ailleurs dans le monde l'urgence sociale, interpellent de façon pressante le président, son équipe de gouvernement et le PT, son parti d'origine.

* * *

Un an après la victoire électorale historique de Lula et du PT, dix mois après leur entrée en fonction, le constat est celui d'une impatience croissante, intérieure comme lointaine. Le passage à l'acte, des discours et des programmes aux projets de loi, est toujours un moment de vérité difficile pour les partis à forte culture éthique et idéologique. Le PT ne fait pas exception à cette règle non écrite que connaissent bien les partis socialistes européens. Les premières décisions ont été aussi celles des premières discordances. Trois députés, Luciana Genro, Joao Batista da Araujo, Joao Fontes, ont annoncé après l'adoption de la loi de réforme de la protection sociale leur intention de quitter le parti, voire de constituer un pôle critique à la



gauche de leur formation d'origine. La décision annoncée d'autoriser pour une année la mise en culture de soja transgénique a, de la même façon, soulevé une nouvelle secousse intérieure. Un député du PT, Fernando Gabeiro, figure forte des combats pour la défense de l'environnement, a signalé son désaccord. Le président du PT, conscient du risque pour son parti a tiré une sonnette d'alarme en direction de l'exécutif. Au-delà du PT, la base sociale et électorale de Lula, les syndicats, le mouvement associatif, donnent de façon sporadique des signaux d'agacement, d'inquiétude et parfois de mécontentement. Les fonctionnaires affectés par la loi sur les retraites ont organisé des manifestations particulièrement rugueuses sous les fenêtres du palais présidentiel au mois d'août. La Commission pastorale de la terre a révélé que de janvier à août 2003 les occupations sauvages effectuées par les sans-terre auraient augmenté de 75 %. « L'espoir d'une réforme agraire a stimulé les gens qui anticipent sur les décisions du gouvernement » a déclaré son responsable l'évêque Tomás Balduino. Ce climat, mais c'est de bonne guerre a été utilisé de façon polémique par le prédécesseur de Lula à Planalto, Fernando Henrique Cardoso. FHC, comme on écrit au Brésil, a dès le mois de mai 2003 souligné de façon maligne, que « Lula devrait être fidèle à lui-même, à ses convictions, à ses électeurs ». Quelques mois plus tard, il a plus vivement et de façon contradictoire, reproché à Lula sa « démagogie » sociale.

Hors du Brésil beaucoup de ceux qui avaient soutenu dans le passé le PT et ses initiatives

internationales, en particulier le Forum social de Porto Alegre, se sont très vite retrouvés dans le camp de la critique déçue. Lula lit-on de plus en plus souvent de ce côté-là aurait trompé son monde. Il pratiquerait un néo-libéralisme en continuité avec celui de son prédécesseur FHC. La lecture faite, pour l'instant en filigrane, par ces groupes situés à gauche de la gauche est que Lula en choisissant le camp de la réforme serait tombé dans le travers commun à la social-démocratie. Il limiterait ses ambitions à un habillage social minimal des inégalités existantes. Il ne toucherait pas aux structures profondes de l'exploitation. Il aurait abandonné ses promesses de rupture et de changement du monde.

* * *

Un procès est bien en cours. Il manque pourtant de fondement. Le programme rendu public par le PT au mois de mars 2002 ne prétendait pas changer le Brésil de façon révolutionnaire. Il visait plus modestement à doter le futur président des moyens financiers permettant de répondre aux attentes sociales les plus criantes, celles qui concernent le logement, la santé, l'école, la faim. Au-delà, il visait à démocratiser le Brésil en restituant leur dignité aux plus pauvres et en favorisant leur inclusion sociale et politique. Il annonçait enfin le renforcement des moyens de régulation de l'Etat, pour assurer un meilleur fonctionnement des services publics, le respect des droits sociaux, la sécurité citoyenne, la défense de l'intérêt collectif brésilien dans les enceintes internationales.



Population : 176 029 560 habitants
 Densité : 20.68 hab./km²
 Superficie : 8 511 965 km²



Ce programme qui s'affichait « démocratique et populaire » n'avait d'autre prétention que de poser les bases d'un Etat en mesure de répondre à l'attente et aux besoins de tous. En ce sens, et en ce sens seulement, il pouvait dans un pays du sud, affecté par la corruption, la gestion particulière de l'intérêt collectif, être défini comme « un programme de rupture ». A aucun moment, en dépit de propos alarmistes répandus pendant la campagne électorale, le PT et son candidat n'ont annoncé un quelconque Grand soir.

Les premières dispositions annoncées ont répondu d'autant mieux à la feuille de route électorale que le coordonnateur du programme, Antônio Palocci Filho est devenu ministre des finances. Il ne pouvait y avoir tromperie sur la marchandise. Ce qui avait été annoncé pendant la campagne s'est retrouvé sur la feuille de route du gouvernement.

Rien directement ou de façon cachée ne signale dans son programme que le PT une fois au pouvoir pourrait prendre l'argent des riches pour le donner aux pauvres, au nom de la Révolution, qu'elle soit communiste ou millénariste. De façon plus modeste, il annonçait la volonté de « rompre avec le conformisme fataliste », pratiqué jusque-là, et ses instruments « la dérégulation de l'économie » et « l'ouverture » sur l'extérieur, pour mettre en œuvre « un nouveau modèle de développement économiquement viable et socialement juste ». En clair, il ne prévoyait pas de grand chambardement, la remise en cause des règles du marché et de la

concurrence. Parce que, précisait le PT aux électeurs en mars 2002, « le volontarisme, ignorant le contexte socio-politique et économique du pays ne pouvait que frustrer la proposition de transformation de l'économie et de la société ». Après la grande secousse de 2001 qui avait vu le real s'effondrer, la dette extérieure s'alourdir et l'inflation reprendre, Lula et son équipe entendaient remettre de l'ordre dans une maison grevée d'hypothèques. Le 28 mai 2003, Lula expliquera à des journalistes espagnols la situation de son gouvernement de la façon suivante, « nous sommes comme ces familles qui déménagent. Il nous manque des meubles ». Ce n'est qu'ensuite et ensuite seulement, les conditions étant réunies pour relancer l'économie sur des bases économiques saines, que l'on pourra utilement envisager de répartir les dividendes de la croissance. Couplée sur une transparence nouvelle, une pratique plus ouverte et collective de la démocratie, la croissance alors portera des fruits qui seront orientés vers les secteurs les plus affectés au terme d'un arbitrage commun. Lula au pouvoir n'a cessé de rappeler ce discours de la méthode. Le 10 octobre à Brasilia il en a rappelé les éléments essentiels et la philosophie. « Il est nécessaire de créer les conditions permettant de passer des logiques individuelles à celles des consensus collectifs. La politique c'est cela, la légitimation du dialogue entre groupes différents, afin de renforcer les convergences permettant de reconnaître l'intérêt des autres comme part de notre intérêt propre pour construire un projet démocratique de développement social ».



Affiche électorale de Lula :
«Je veux un Brésil décent».



* * *

Lula, ses ministres, les responsables du PT appellent leurs électeurs à patienter.

Le temps que les conditions d'un développement équilibré préalable jugé plus que jamais incontournable aient été créées. En cette fin de l'année 2003 l'inflation a été réduite, le loyer de l'argent a commencé à baisser, le budget de l'Etat a été resserré. Ces trois indicateurs bien orientés ont été sans doute à l'origine du petit frémissement industriel constaté depuis le mois d'août, en particulier dans l'automobile. L'hirondelle annonce-t-elle le printemps social ? En tous les cas Lula dans ses derniers discours se montre plus optimiste et volontariste que jamais.

Le président du PT, José Genoino, s'adressant aux impatients leur demande de laisser du temps au temps. Il est vrai que depuis janvier 2003, arc-bouté sur la réparation de la maison Brésil, la reconstitution des fondamentaux, Lula travaillait dans le symbolique et l'aide d'urgence aux exclus. Un plan contre la faim, dit « Fome zero » a été lancé les toutes premières semaines. Mais il a peine à se mettre en place faute de coopération de la part des Etats fédérés. Un programme d'emplois jeunes a suivi, dit « primeiro emprego » en mai 2003. Pour financer ces mesures en attendant une croissance qui ne pouvait être au rendez-vous dès les premières semaines Lula a souhaité récupérer des marges financières. Il a reporté la modernisation de l'aviation militaire. Il a engagé une réforme du système social.

La loi adoptée supprime pour les fonctionnaires les retraites à salaire entier. Elle plafonne les pensions à 6100 Euros par mois. Pour faire passer la pilule Lula a fait appel à la responsabilité collective. Le journal officiel du 15 mai 2003 a publié la liste des 21 663 employés de l'Etat gagnant plus que le Président de la République, ainsi que celle des 200 000 entreprises en dette avec la sécurité sociale.

Parallèlement et afin d'être opérationnel dès les premiers signes de reprise, Lula et les ministres intéressés ont reçu la CUT (Confédération unitaire des travailleurs), les syndicats patronaux afin de peaufiner un plan quadriennal d'investissement. Ils ont également parlé avec les syndicats de petits paysans et les sans-terres concernés par un Plan de réforme agraire. De grands travaux ont été annoncés en octobre pour combattre l'exclusion électrique des campagnes. Les « gros » agriculteurs du sud, à l'origine de revenus importants pour le Brésil, tirés de l'exportation ont eux obtenu une concession de taille, la possibilité pour les prochains mois, et de façon en principe exceptionnelle de semer du soja transgénique. D'autres mesures courageuses, bien qu'elles soient de caractère symbolique ont été prises. Lula a incité ses ministres à garder un œil attentif sur les plus pauvres. Il leur a montré en Conseil le film le plus



populaire de l'année 2002, « la cité de Dieu », nom d'une favela de Rio. Il les a dans la foulée, le 11 janvier 2003, conduit dans les zones les plus marginales du pays. La population noire a fait l'objet d'une attention particulière. Des afro-brésiliens sont entrés en nombre au gouvernement. Un noir a été nommé pour la première fois de l'histoire du pays, juge à la Cour suprême. L'héritage culturel africain a été intégré dans les programmes scolaires. A l'étranger, Lula a réussi un quasi sans faute. Il a défendu à Davos et devant le G8 la nécessité d'un fonds mondial contre la faim. Il a pris les initiatives diplomatiques régionales ayant permis de surmonter deux graves crises, en Argentine et au Venezuela. Le Brésil a été à l'origine de la coalition d'Etats du sud ayant fait échec aux compromis favorables aux Etats-Unis, à l'Union européenne et au Japon, à l'occasion de la conférence ministérielle de l'OMC qui se tenait à Cancún.

Mais est-il possible de gouverner avec 0,5 % de croissance comme cela a été le cas de janvier à juillet 2003 ? Alors que le chômage a augmenté, les mesures symboliques, le dialogue social peuvent-ils être considérés comme suffisants ? La nervosité des classes moyennes, celle des fonctionnaires, la multiplication d'occupation de terres signalent une attente restée largement insatisfaite. Les derniers discours de Lula annoncent un nouveau cap. « Le temps des vaches maigres est bientôt fini » a-t-il déclaré le 2 octobre. Le passage à la phase sociale du programme de gouvernement répond à une nécessité objective et politique.

Même si les plus pauvres, habitués à vivre à la dure n'ont finalement pas causé trop de soucis à Lula. Ils savent qu'à Planalto, un des leurs est aux commandes. Et qu'avec lui plus de 66 syndicalistes occupent actuellement des postes de responsabilité. « Lula est l'enfant d'une famille d'analphabètes. Il a beaucoup souffert. Il vient de la misère ». Cette expérience rappelée par un conseiller de Lula, Frei Betto, est connue de tous. C'est sans doute ce qui permet de comprendre pourquoi le coordinateur des sans-terres, Joao Pedro Stedile, tout en étant sur pied de guerre, garde l'arme au pied. « Je veux défendre le gouvernement Lula », a-t-il déclaré à Natal, le 6 octobre. « Ce n'est pas vrai qu'il a choisi le néo-libéralisme. Il y a des provocateurs qui voient la Révolution à leur porte. Nous espérons d'ici la fin du mois la présentation du Plan national de réforme agraire. Ce plan peut compter sur la coopération des mouvements sociaux ».

Mais peut-on diriger un grand pays comme le Brésil, en s'appuyant indéfiniment sur la patience des plus démunis ? L'élasticité sociale au Brésil comme ailleurs a des limites, chez les pauvres comme dans les classes moyennes. Le « printemps social » annoncé est dans la logique du programme 2002 du candidat Lula. Il est la conséquence attendue de la remise en ordre des fondamentaux de l'économie brésilienne. Nul doute, malgré tout, que beaucoup dans l'entourage du Président croisent les doigts ou s'en remettent à lemanja, pour que tout se déroule comme prévu. ●



1940



1950



1974



1984



1966



1981



1975



1989